



139 rue de Bercy – bâtiment Vauban – Télédéc 627 – 75572 Paris Cedex 12
sprim-fo@dgtresor.gouv.fr - Tél. : 01.53.18.83.03 - www.sprim-fo.org

Revue de presse du 18 mai 2026

Presse – Actualités

- [Les ministres des Finances du G7 en quête d'unité à Paris face au chaos mondial – Les Echos](#)
- [Face aux bouleversements mondiaux, la France veut convaincre l'Administration Trump de l'utilité du G7 Finances – Le Figaro](#)
- [Malgré un taux de chômage à 8 % en France, quelles sont les « bonnes nouvelles » de l'emploi en 2026 ? – 20Minutes](#)
- [Nicolas Baverez : « L'économie française laminée par un triple choc » - Le Figaro](#)
- [« Un joueur de dames face à un maître d'échecs » : Xi Jinping sort grand gagnant du sommet avec Trump- Le Point](#)

ARTICLES DE PRESSE

Les ministres des Finances du G7 en quête d'unité à Paris face au chaos mondial – Les Echos

Réunis à Paris lundi et mardi, les grands argentiers du G7 concentreront leur attention sur le meilleur moyen de résorber des déséquilibres économiques, insoutenables à terme. Les discussions promettent d'être franches.

Eviter que les déséquilibres macroéconomiques et les tensions géopolitiques ne se terminent en une grave crise commerciale et financière. Tel est le lourd enjeu de la réunion, à Bercy les 18 et 19 mai, des ministres des Finances du G7.

Une crise financière mondiale n'est pas encore à l'ordre du jour, la bonne tenue des marchés boursiers en témoigne. Mais « la manière dont l'économie mondiale se développe depuis maintenant une bonne dizaine d'années est clairement insoutenable, avec trois grandes zones qui chacune ont leurs défis : la Chine qui ne consomme pas assez, les Etats-Unis qui consomment trop et l'Europe qui n'investit pas assez. Ces déséquilibres mondiaux sont devenus un bien commun qu'il faut qu'on évoque en premier lieu au sein du G7 », a indiqué Roland Lescure, le ministre français de l'Economie, hôte de la réunion, lors d'un point presse la semaine dernière.

Un Américain à Paris

Plus facile à dire qu'à faire, tant les divergences de point de vue existent au sein même du G7 pour corriger ces déséquilibres. « Les discussions ne sont pas faciles. Je ne vais pas vous dire qu'on est d'accord sur tout, y compris évidemment avec nos amis américains avec lesquels nous avons des désaccords fondamentaux, notamment sur l'avenir du commerce international », a encore commenté le ministre français.

Les Américains seront présents à Paris avec la venue de Scott Bessent, le secrétaire au Trésor des Etats-Unis, « qui n'est pas le poisson le plus chaleureux de l'aquarium », selon un des participants du G7. Les Etats-Unis sont partisans d'utiliser les droits de douane pour résorber leur déficit commercial avec la Chine ou diminuer les excédents européens avec les Etats-Unis.

Les autres partenaires veulent éviter de s'engager dans une guerre commerciale qui serait coûteuse pour l'économie mondiale. D'autant plus qu'elle est déjà sévèrement affectée par la crise au Moyen-Orient, qui a propulsé les prix de l'énergie vers des sommets et [menace la croissance mondiale](#).

La France, qui préside cette année le G7, entend redorer le blason de ce forum né dans la foulée de la première crise pétrolière en 1975. « Nous sommes convaincus qu'il a plus d'intérêt que jamais, et que dans ces moments où les désaccords, les différends ou parfois les différences d'appréciation sont réels, il est plus que jamais important de se parler dans une enclave qui existe depuis cinquante et un ans », a souligné le ministre.

Scénario d'un marché pétrolier « en déficit »

Un exemple de succès ? [La libération de stocks stratégiques de pétrole de manière concertée](#) en mars, pour calmer la spéculation sur les marchés et éviter l'envolée des cours du baril, témoigne que le multilatéralisme peut marcher. Pour l'heure, les ministres n'ont pas prévu d'évoquer une nouvelle libération de réserves stratégiques à l'occasion de ce G7. Dans les semaines, dans les mois qui suivent, évidemment, la question pourra éventuellement se poser.

Sauf que l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a alerté mercredi sur le scénario d'un marché pétrolier « en déficit » pour des mois et de nouvelles flambées de prix. Le monde puise dans ses réserves de pétrole [à vitesse « record »](#), à mesure que la guerre au Moyen-Orient s'enlise.

Autre exemple de coopération multilatérale fructueuse : la gestion de l'accès aux minerais critiques et la réduction de [la dépendance aux terres rares de la Chine](#), dont il sera question à Paris. Sur ce plan, le consensus est quasiment assuré. « Il faut qu'on fasse, pour les matériaux critiques, ce qu'on a fait sur l'énergie dans les années 1970. Etre capable de comprendre les marchés de manière à pouvoir répondre en cas de bouleversement potentiel », a expliqué Roland Lescure.

« L'usine de Carester à Lacq (Pyrénées-Atlantiques) est un emblème de ce qu'on cherche à faire », a-t-il ajouté. Ce site financé par des capitaux américains, français et japonais s'approvisionne en terres rares au Canada et en Malaisie. Il exportera la moitié de ces terres rares recyclées au Japon, qui s'est engagé à prendre 50 % de la production. « C'est le multilatéralisme de terrain en action qui montre qu'aussi sur des sujets très concrets comme celui-là, le G7 peut être utile », souligne le ministre.

Richard Hiault

* * *

Face aux bouleversements mondiaux, la France veut convaincre l'Administration Trump de l'utilité du G7 Finances – Le Figaro

Le ministre de l'Économie Roland Lescure reçoit lundi ses homologues des six autres pays du G7, dont les États-Unis. Objectif : trouver des positions communes sur les tensions commerciales ou les approvisionnements en terres rares.

Comme à Cannes, le tapis rouge est déroulé devant l'entrée des ministres du monumental « paquebot » de Bercy. L'hôte des lieux, le ministre de l'Économie Roland Lescure, ainsi que le gouverneur de la Banque de France François Villeroy de Galhau, y reçoivent lundi et mardi leurs homologues des pays du G7. À savoir, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie, le Japon, le Canada, et bien sûr, les États-Unis.

Présider ce club informel, fondé en 1975 par Valéry Giscard d'Estaing, qui rassemblait les « sept pays les plus riches du monde » d'une époque déjà confrontée à une crise pétrolière venue du Moyen-Orient, est une gageure avec un président américain qui torpille toutes les organisations multilatérales. Roland Lescure le reconnaissait la semaine dernière : « *nous avons des désaccords fondamentaux avec les États-Unis sur l'avenir du commerce international et sur des sujets existentiels* » ; « *les discussions sont difficiles* ». Les droits de douane imposés à l'industrie européenne par l'Administration Trump, qui menace de les alourdir sur les automobiles, sont un gros caillou dans la chaussure.

Au-delà du différend commercial, Paris tente de rassembler le G7 autour du constat des grands déséquilibres économiques mondiaux. « *La manière dont l'économie mondiale se développe depuis maintenant une bonne dizaine d'années est clairement insoutenable* », constatait le locataire de Bercy mercredi en présentant les enjeux de la réunion internationale.

Emmanuel Macron a demandé, pour cette présidence française du G7, à quatre économistes, la Française Hélène Rey, l'Américaine Gita Gopinath, le Chinois Chong-En Bai et l'Allemand Axel Weber de détailler l'état de ces déséquilibres. Leur rapport, publié en mars, pointe les déficits massifs de la balance courante et du budget des États-Unis ainsi que l'excédent commercial de la Chine et ses surcapacités industrielles qui menacent des pans entiers de l'industrie européenne. Les économistes soulignent aussi que l'Europe a sa part de responsabilité, en raison de son manque d'investissement et d'innovation.

Recours coordonné aux stocks de pétrole

La France essaie, au minimum, d'obtenir un consensus des Sept sur les constats. Ce qui n'est pas garanti lorsque l'on sait que Washington, s'agissant des conséquences économiques de la guerre du Golfe, a tendance à les minimiser. « *On pourrait se*

demander si le G7 a encore de l'intérêt, nous sommes convaincus qu'il a plus d'intérêt que jamais », affirmait Roland Lescure mercredi. Car c'est une enceinte, où, à l'échelon ministériel, on peut se parler franchement. La réunion de lundi est la septième du G7 finances depuis janvier, ce qui a donné le temps à Roland Lescure « l'Américain » (le Franco-Canadien a travaillé sept ans dans la finance au Canada) d'établir une relation avec le secrétaire au Trésor Scott Bessent.

Sur le fond, le ministre français s'enorgueillit d'avoir démontré aux dirigeants américains l'utilité du multilatéralisme lorsque Paris a impulsé via la présidence du G7, début mars, le recours coordonné par 32 pays aux stocks stratégiques de pétrole.

Le sujet sur lequel Paris espère sans doute le plus d'avancées est l'approvisionnement en métaux critiques indispensables aux transitions numérique et énergétique ainsi qu'à l'industrie de défense. L'ambition est de « *s'assurer qu'on puisse ne pas dépendre d'un pays particulier, la Chine pour ne pas la citer, sur notre approvisionnement en terres rares* », a indiqué Roland Lescure. L'objectif est de promouvoir des « *projets multilatéraux* » permettant de « *développer l'extraction, le raffinage et la transformation autonome* » par une coalition de pays. L'usine franco-japonaise Caremag en construction à Lacq (Pyrénées-Atlantiques) qui, à terme, pourra fournir 10 % des besoins mondiaux en terres rares lourdes, est un exemple de ces projets multilatéraux.

Paris espère pouvoir publier deux communiqués dont un mardi avec quatre pays associés aux travaux du G7 (Kenya, Brésil, Inde, Corée du Sud). Une autre réunion, également mardi, sera élargie à une cinquantaine de pays sur le financement du terrorisme. Comme dans toute négociation multilatérale, « *chaque mot du communiqué comptera* », observe-t-on à Bercy. Ces documents alimenteront les discussions du sommet des chefs d'État du G7 qui se réuniront autour d'Emmanuel Macron du 15 au 17 juin à Evian.

Malgré un taux de chômage à 8 % en France, quelles sont les « bonnes nouvelles » de l'emploi en 2026 ? – 20Minutes

Le taux de chômage est à son plus haut niveau en cinq ans, à plus de 8 %. Mais plusieurs indicateurs et initiative pourraient éclaircir ce tableau morose

L'essentiel

- Le taux de chômage est à son plus haut niveau en cinq ans, à plus de 8 %.
- Environ 2,6 millions de personnes sont au chômage en France, d'après les critères du Bureau international du travail (BIT).
- Plusieurs indicateurs révèlent que le tableau de l'emploi en France n'est cependant pas catastrophique.

Le taux de chômage en France a [franchi la barre des 8 %](#), une première depuis 2021, selon [l'Institut national de la statistique et des études économiques](#) (Insee) ce mercredi. Le nombre de personnes sans emploi et qui en recherchent un activement augmente de 68.000 par rapport au trimestre précédent, s'établissant à 2,6 millions de personnes.

Avec la [guerre au Moyen-Orient](#), les perspectives sur l'emploi sont moroses. Et l'objectif d'Emmanuel Macron de ramener le taux de chômage à 5 % à la fin de son second mandat en 2027 paraît désormais inatteignable. Le tableau de l'emploi en France est-il pour autant catastrophique ? Plusieurs indicateurs et initiatives pourraient infirmer ce constat...

Un chômage haut, mais pas record

Comme le précise l'Insee dans sa présentation mercredi, le taux de chômage à son plus haut niveau depuis le premier trimestre 2021, « mais il demeure nettement au-dessous de son pic de la mi-2015 (-2,4 points) », à 10,5 %.

Made with Flourish • [Create a chart](#)

Un fort taux d'emploi et un taux d'activité record

Bien que le chômage augmente, la [part des 15-64 ans en emploi](#) est proche de son niveau quasi-historique, à 69,4 % au quatrième trimestre de 2025, selon la direction du ministère du Travail [Dares](#). Ce qui semble un paradoxe s'explique en partie par une hausse du [taux d'activité](#). Plus de Français retournent ou entrent sur le marché du travail, ce qui gonfle le nombre de personnes en recherche d'emploi, sans

destruction massive d'emplois. Au 4e trimestre 2025, ce taux d'activité progresse, et atteint un nouveau plus haut historique, s'établissant à 75,4 %, selon la Dares. Davantage de personnes travaillent aujourd'hui qu'après la crise sanitaire du [Covid](#).

Plusieurs secteurs embauchent toujours (et beaucoup)

Plusieurs secteurs continuent de recruter en France. Les besoins de main-d'œuvre sont importants dans la santé, la logistique, le numérique, le BTP ou la transition énergétique. Dans ces filières, des [formations ciblées peuvent](#), à court terme, produire des embauches. Par ailleurs, la proportion d'entreprises concernées par des difficultés de recrutement et par des limitations de leur activité par manque de personnel poursuit sa décrue en France en janvier 2026 dans la plupart des secteurs, précise l'Insee. Le taux d'emplois vacants continue également de baisser au 4e trimestre 2025.

Le nombre de personnes qui ne recherchent pas d'emploi en baisse

Aux 2,6 millions de personnes considérées comme étant au chômage en France, s'ajoutent 1,8 million de personnes qui souhaitent un emploi sans être considérées comme chômeurs, parce qu'elles ne recherchent pas d'emploi, ou ne sont pas immédiatement disponibles sur le marché du travail. Leur « nombre diminue nettement sur le trimestre » de 62.000 personnes, précise l'Insee.

Le secteur public crée de l'emploi

Le secteur public reste une locomotive pour la création d'emplois en France, avec le recours toujours plus important des contractuels. [Selon l'Insee](#), 32.800 agents supplémentaires ont été recrutés en 2024, soit une hausse de 0,6 %, portant les effectifs à 5,9 millions. Ce chiffre continue d'augmenter légèrement aux deuxième et troisième trimestres 2025, avec 8.700 et 16.600 emplois supplémentaires. Entre la fin 2019 et aujourd'hui, près de 200.000 emplois dans le secteur public ont été créés.

Un plan d'action pour les jeunes, les plus touchés par le chômage

Le chômage touche particulièrement les jeunes, ce qui constitue un défi social et économique majeur. Sur le premier trimestre, si le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans diminue légèrement, il atteint toujours un taux considérable de 21,1 %. Depuis la mise en œuvre [de la loi pour le plein-emploi](#), début 2025, l'Insee souligne que « les bénéficiaires du RSA et les jeunes de 15 à 29 ans contribuent pour près de la moitié de la hausse du taux de chômage ». En comparaison, le chômage reste quasi stable chez les seniors, à 5,1 %.

Pour lutter contre ce chômage structurel des jeunes, le gouvernement a présenté [début mai une stratégie baptisée « Emploi futur »](#). Celle-ci comprend 15 mesures pour améliorer leur insertion professionnelle, et vise à porter leur taux d'emploi à 40 % d'ici 2030, contre 34,3 % fin 2025. Le plan mise sur la formation et l'orientation vers des métiers qui recrutent, ou que les dispositifs d'accompagnement atteignent les publics les plus éloignés de l'emploi.

* * *

Nicolas Baverez : « L'économie française laminée par un triple choc » - Le Figaro

Nicolas Baverez. *François BOUCHON*

CHRONIQUE - À la crise énergétique causée par la guerre en Iran et le blocage du détroit d'Ormuz, s'ajoutent une commotion fiscale et un étranglement financier lié à la perte de contrôle des finances publiques, d'origine intérieure.

L'économie française a basculé dans la stagflation. La croissance a été nulle au premier trimestre. L'inflation a doublé en un an pour s'établir à 2,2 % en avril. Le chômage a bondi à 8,1 % de la population active, en hausse de 0,7 % sur un an. Le déficit commercial s'est creusé à 14,1 milliards d'euros, soit une dégradation de 2,8 milliards sur trois mois.

La France n'est certes pas le seul pays durement frappé par le choc pétrolier déclenché par la guerre d'Iran et le blocage du détroit d'Ormuz. Et ce en raison de la hausse du prix des hydrocarbures, qui transfère 1,5 % du PIB vers les pays producteurs - contre 3 % du

PIB en 1973, quand la valeur du baril avait quadruplé. Notre économie se trouve cependant dans une situation singulière qui l'expose de manière exceptionnelle. Elle est en effet touchée par trois chocs : à la crise énergétique, d'origine extérieure, s'ajoutent une commotion fiscale et un étranglement financier lié à la perte de contrôle des finances publiques, d'origine intérieure.

L'économie française présente la particularité d'avoir été rattrapée par le cataclysme pétrolier, alors même qu'elle se trouvait en panne totale. L'activité était en effet à l'arrêt au début de l'année et tous ses moteurs fonctionnaient en marche arrière. La consommation affichait un recul de 0,1 %, l'investissement de 0,4 %, le commerce extérieur de 0,7 %, seule la reconstitution des stocks permettant, in extremis, d'éviter la récession. Ce décrochage découle de l'effondrement de l'offre productive, dont témoigne l'envolée des faillites, qui ont touché 19.000 entreprises, et la multiplication des plans sociaux, avec à la clé la destruction de 11 400 emplois, dont plus de 5000 dans l'industrie.

La paralysie de l'économie française

La paralysie de l'économie française précède l'attaque de l'Iran par les États-Unis et Israël, le 28 février. Elle résulte de l'électrochoc fiscal qui lui a été appliqué par les budgets pour 2025 et 2026. La réduction du déficit à 5,1 % du PIB en 2025 a été intégralement obtenue par la hausse vertigineuse des recettes publiques de 58 milliards d'euros et des impôts de 23 milliards, tandis que les dépenses dérivait de 41,4 milliards. Les entreprises ont supporté l'essentiel de l'alourdissement de la fiscalité, notamment via la surtaxe sur les grandes entreprises, qui a rapporté 7,5 milliards. Le budget pour 2026 a amplifié le matraquage en prévoyant 20 milliards de nouvelles hausses d'impôts, couplées à une nouvelle accélération des dépenses sociales découlant de la suspension de la réforme des retraites.

Les budgets pour 2025 et 2026 ont ainsi poussé à ses limites le modèle français qui consiste pour l'État à cannibaliser le secteur privé pour financer l'explosion des dépenses sociales. Mais la pression fiscale détruit désormais l'économie. Ce qu'Arthur Laffer avait rêvé, avec sa courbe montrant que la hausse des impôts finissait par ruiner l'État en détruisant l'offre et la demande, Emmanuel Macron l'a fait.

Le choc pétrolier a donc percuté une économie non seulement à l'arrêt, mais profondément fragilisée. Alors que le gouvernement s'enferme dans le déni, nul ne peut douter que le capitalisme subit la plus violente crise énergétique de son histoire et que ses conséquences seront dévastatrices pour la France. Indépendamment de sa course à l'arme atomique, la République islamique d'Iran a mis en œuvre avec le blocus du détroit d'Ormuz une arme de destruction massive de l'économie mondiale. Fatih Birol, directeur de l'Agence internationale de l'énergie, a ainsi mis en garde contre « *une crise plus grave que celles de 1973, 1979 et 2022 réunies* ». Son jugement a été confirmé par Amin Nasser, président d'Aramco, qui a souligné que le monde était confronté, avec la perte de 1 milliard de barils, à un ébranlement sans précédent et que, même en cas de réouverture rapide d'Ormuz, il n'y aurait pas de retour à la normale avant 2027.

L'augmentation du prix du pétrole, qui a été contenue à 40 % par la mobilisation des stocks stratégiques - contre un quadruplement en 1973 et un doublement en 1979 - s'amplifiera avec l'insuffisance de la production et le tarissement des réserves, ce qui pourrait porter le prix du baril vers 150 dollars. Elle durera jusqu'à la remise en état des installations et le rétablissement de la liberté de circulation dans le golfe Persique et en mer Rouge. Simultanément s'affirme un manque de carburants spécifiques, comme le kérosène, vital pour le transport aérien. Au choc sur les hydrocarbures s'ajoute enfin la pénurie de matériaux et d'intrants critiques, comme l'aluminium, les molécules pour la chimie et les plastiques, l'hélium - indispensable à la fabrication des microprocesseurs - ou encore les engrais - ce qui prépare une crise alimentaire en 2027 qui est en train de se nouer en Asie, notamment en Inde ou au Vietnam.

À long terme, le choc pétrolier, venant après le krach de 2008, la pandémie de Covid et la guerre d'Ukraine, met définitivement en faillite un modèle économique et social insoutenable

La troisième secousse, propre à la France, est financière. Elle découle de la faillite de l'État, qui cumule une dette publique proche de 3 500 milliards d'euros, 180 milliards dus au titre des emprunts de l'Union européenne et 12.300 milliards d'engagements de retraite. La crise financière retentit aussi sur les banques et les assurances ainsi que sur les entreprises cotées, qui subissent une forte décote liée au risque France, ce qui se traduira inéluctablement par des transferts de sièges sociaux et des délocalisations.

À long terme, le choc pétrolier, venant après le krach de 2008, la pandémie de Covid et la guerre d'Ukraine, met définitivement en faillite un modèle économique et social insoutenable. Fondé sur l'euthanasie de l'offre compétitive et du travail - la France ne fabrique plus que 36 % des biens manufacturés qu'elle consomme -, il leur substitue des importations à bas prix venues notamment de Chine, qui répondent aux besoins d'une population paupérisée dont les revenus dépendent entièrement des transferts sociaux (900 milliards d'euros), financés par une dette publique devenue insoutenable.

La menace de désintégration de l'économie française sous l'effet du triple choc fiscal, pétrolier et financier appellerait une réponse stratégique très puissante, engageant la réorientation de l'économie française vers la production et le travail, l'investissement et l'innovation. Le président de la République s'en désintéresse superbement en se consacrant tout entier à sa cérémonie des adieux diplomatique, privée de tout effet utile par l'anéantissement des moyens de puissance de la France. Le gouvernement de Sébastien Lecornu multiplie les mesures conjoncturelles minimalistes en l'absence de toute marge de manœuvre financière. Il réédite ainsi les erreurs des années 1970, contrairement à l'Allemagne qui a engagé une réforme profonde de son État-providence. Pour l'économie française, c'est l'accélération de la chute. Pour notre nation, c'est l'assurance du déclasserment. Pour notre démocratie, c'est un coup fatal avec un formidable renfort apporté aux forces populistes dans la perspective de l'élection présidentielle de 2027.

* * *

« Un joueur de dames face à un maître d'échecs » : Xi Jinping sort grand gagnant du sommet avec Trump- Le Point

À l'issue de la visite du président en Chine, les médias américains n'ont pas manqué d'évoquer la démonstration de force à laquelle se sont livrées les deux superpuissances. Une séquence largement perçue comme favorable à Xi Jinping.

Chine : 1, États-Unis : 0. La visite de Donald Trump en Chine aurait dû être l'occasion pour le président américain d'affirmer la puissance américaine. En réalité, la presse américaine dresse un constat sans appel : le grand gagnant s'appelle Xi Jinping. Pour USA Today, la Chine « ne se comporte plus comme une puissance émergente cherchant à s'intégrer à un ordre international dominé par les États-Unis. Elle se comporte comme un co-acteur du système international. [...] Cette visite a démontré que le plus grand État autocratique du monde n'est plus un quasi-égal des États-Unis, mais bien leur égal ».

« Si Trump qualifiera sans aucun doute ce voyage de triomphe, il était difficile d'y voir autre chose qu'un passage de témoin », souligne le Time, qui voit dans cette visite l'avènement de la domination chinoise. « L'image d'un président américain, pour qui la belligérance a longtemps été un gage de fierté, paraissant mal à l'aise et intimidé, illustre de façon frappante le bouleversement des rapports de force mondiaux.

» Le Washington Post confirme, « sur le plan du spectacle comme de la politique, le sommet avec la Chine atteint l'objectif de Xi : l'égalité avec les États-Unis », une égalité que les Chinois ont longtemps recherchée et à laquelle les Américains ont soigneusement résisté jusqu'ici. Le New York Times est plus nuancé : « Les deux parties ont atteint leurs objectifs. M. Trump est reparti avec des accords qu'il pouvait présenter comme des victoires économiques, tandis que M. Xi a profité de la rencontre pour présenter la Chine comme un concurrent à part entière des États-Unis, un pays qui n'a pas besoin de se soumettre aux exigences américaines. »

Ce changement drastique dans le rapport de force doit beaucoup, selon les médias américains, à un Donald Trump affaibli, déférent ou dominé. The Atlantic, peu réputé pour son affection pour le président américain, est sévère. « Un joueur de dames rencontre un maître d'échecs en trois dimensions », titre le mensuel, évoquant ses « flagorneries

habituelles » qui ne lui ont « pas été d'un grand secours » et osant une comparaison historique : « Durant les siècles où les dynasties régnaient sur la Chine, les rois et chefs de toute l'Asie envoyaient des “missions tributaires” à la cour impériale pour rendre hommage à l'empereur en échange de l'accès aux richesses et aux faveurs de l'empire. Le voyage de Donald Trump à Pékin cette semaine a rappelé ces missions. Le président américain est arrivé la main tendue, cherchant de l'argent et des promesses auprès de Xi Jinping. »

Un Donald Trump élogieux

« Le président a fait preuve d'une rare déférence envers son homologue », confirme CNN, « manifestant une retenue inhabituelle ». « Le même président qui critique régulièrement ses alliés en les traitant de profiteurs a adopté une attitude étonnamment déférente envers le principal rival géopolitique des États-Unis », tance USA Today. Le dirigeant a accepté une relation d'égal à égal avec Pékin sans contrepartie visible sur les sujets sensibles. Et en premier lieu, Taïwan.

Pour Xi Jinping, Taïwan « est la question la plus importante des relations sino-américaines », rapporte le Time. Le dirigeant autoritaire chinois a vivement critiqué les ventes d'armes américaines à Taïwan, avertissant que les deux superpuissances pourraient « s'affronter, voire entrer en conflit » au sujet de cette île autonome, sur laquelle la Chine revendique sa souveraineté. « Il s'agit assurément d'un choix délibéré visant à clarifier une chose : Pékin souhaite entretenir une relation positive, mais seulement si les États-Unis respectent ce que la Chine considère comme sa ligne rouge concernant Taïwan », analyse CNN, qui rapporte une scène pour le moins parlante : « Lors d'une promenade avec Xi autour du Temple du Ciel, alors que les journalistes accrédités américains tentaient de le bombarder de questions, Trump, d'ordinaire prompt à dialoguer, s'est contenté d'une brève formule de politesse, ignorant les questions criées sur Taïwan. » « Pékin n'a pris aucun engagement de réduire la pression militaire ni montré aucun signe d'apaisement du différend central concernant Taïwan », précise Fox News.

Nombre d'autres sujets ont également été passés sous silence. « Nul n'ignore que Trump n'a aucun intérêt pour les droits religieux, la liberté de la presse, les droits des travailleurs, la répression contre les Tibétains

et les musulmans ouïghours, l'érosion des libertés à Hongkong. Pourtant, rien ne laissait présager qu'il ait cherché à mettre Pékin face à ses responsabilités sur des questions stratégiques telles que le cyberespionnage, le vol de propriété intellectuelle, les subventions d'État, la sous-évaluation du renminbi ou l'exportation de précurseurs du fentanyl », énumère le Time. « Il y a dix ans, un tel silence de la part d'un président américain en visite à Pékin aurait été politiquement impensable », assure USA Today, mais « Trump, avec son mépris pour les alliances internationales et les valeurs libérales, ne semble pas vouloir s'opposer à Xi sur ces points », critique The Atlantic.

L'avenir « affaibli » des États-Unis

Sur l'Iran, l'Américain a même semblé défendre la position de la Chine, soutien du régime iranien : « Écoutez, [Xi Jinping] n'arrive pas avec des armes. Il n'arrive pas avec des fusils. Ils n'arrivent pas en tirant. » Le président américain avait repoussé de six semaines sa visite en Chine, espérant arriver là-bas avec, à son actif, une victoire militaire sur l'Iran. Face à l'enlisement du conflit, il s'est mis en position de faiblesse. « Peut-être Trump a-t-il simplement compris qu'il était vain de compter sur Xi pour résoudre le chaos au Moyen-Orient », se demande The Atlantic. « L'objectif de la Chine semble être d'affaiblir la puissance américaine dans la région ; par conséquent, contribuer à “une victoire américaine décisive” serait stratégiquement contre-productif. » L'attitude américaine, pour le mensuel, « pourrait s'avérer politiquement risquée », à quelques mois des élections de mi-mandat et alors que Donald Trump a toujours fait de l'hégémonie des États-Unis, y compris sur la Chine, son cheval de bataille.

Trump n'est certes pas reparti les mains vides. Il a affirmé que Xi Jinping s'est engagé à acheter 400 moteurs d'avion General Electric et 200 appareils Boeing. Mais, selon The Atlantic, « les détails restent flous et aucun accord formel ne semble avoir été conclu ». Pour le magazine, Xi Jinping maîtrise parfaitement l'usage de concessions ciblées pour renforcer son influence sur Washington. Il a suspendu l'an dernier ses achats de soja auprès des agriculteurs américains, un électorat clé pour Trump, afin de contraindre le président à renoncer à sa guerre commerciale. « Rendre les entreprises et les citoyens américains plus dépendants de l'argent chinois promet d'être un autre moyen d'affirmer le pouvoir de la Chine sur les États-Unis. »

Le sentiment dominant dans plusieurs médias américains est celui d'un recul stratégique. Au point que même Donald Trump a évoqué à Fox News un « G2 », une terminologie qui induit, pour *Time*, que « le grand renouveau de la nation chinoise et le retour de la grandeur de l'Amérique peuvent aller de pair ». Même si la Chine refuse encore l'idée d'un directoire sino-américain, le constat est là, pour *The Atlantic* : « Malgré la puissance économique, militaire et diplomatique américaine, les erreurs de Trump l'ont placé, lui et son pays, en position de faiblesse face à un Xi Jinping bien plus discipliné. [...] Voilà comment un président américain qui a longtemps insisté sur la puissance américaine et une ligne dure envers la Chine condamne le pays à un avenir affaibli. »

* * *

Pour adhérer à notre syndicat, il suffit de remplir et de renvoyer ce [bulletin d'adhésion 2025](#) accompagné du paiement correspondant.